

Compte rendu de la réunion intersyndicale internationale qui s'est tenue à la Bourse du Travail de Toulouse le 13 mars 2025

Ont pris la parole pour un exposé sur le syndicalisme américain face à Trump II, Marsha Niemeijer, membre de la direction nationale de Labor notes, et Michelle Gonzalez, syndicaliste, infirmière dans un hôpital du Bronx – toutes deux de New York, apparemment.

Étaient présents pour organiser cette réunion publique des syndicalistes de la CGT, de la FSU et de Solidaires – la CFDT étant excusée – devant un peu moins de cent personnes.

I C'est M.N. qui commence.

Aux USA depuis 2001, elle veut donner du mouvement à un mouvement syndical en perte de vitesse parce qu'il n'est pas assez radical.

Elle décrira d'abord la situation « surréaliste » dans laquelle se trouvent les travailleurs et les réactions de ceux-ci. En troisième lieu, elle dira les défis auxquels ils sont confrontés ainsi que leurs syndicats.

1 – Quelle est la situation ?

Le capitalisme sauvage revient en force.

Ce qu'on dit être le salaire horaire minimum aux USA – à savoir 7,25 dollars – est pour elle le salaire moyen [*En France, le SMIC horaire est de 9,23 euros net actuellement.*] dans un contexte de crise du logement. 20 % des Américains n'ont pas les moyens de se payer des médicaments. Le taux d'espérance de vie aux USA est le plus bas (ou un des plus bas) parmi les pays riches [*peut-être cinq ans de moins qu'en France*]. Le capitalisme profite de ceux qui sont déjà dans le malheur. Les non blancs sont des exclus. Trump vient de supprimer l'assurance maladie et les repas pour les pauvres. La solidarité s'effondre.

Trump est soutenu par son milieu. Il a des soutiens en Europe aussi. Le désordre et le désastre dans lesquels on s'installe sont voulus. Il faut empêcher le militantisme de se développer.

Il sait que ce qu'il fait n'est pas viable, mais c'est un escroc. Des leaders s'accommodent de lui pour éviter de l'affronter.

En matière d'immigration, les expulsions se font dans l'illégalité. Exemple de Mahmoud Khalil de Columbia University qui a disparu deux jours. On teste nos réactions face à un fascisme rampant.

2 – Quelles résistances ?

M.N. rappelle que Bernard Sanders (dit Bernie) a défendu des programmes sociaux, dans un contexte néolibéral. Les syndicats ont une partie de l'opinion avec eux. Des jeunes vivent une vraie guerre de classes. L'année 2022 a vu des rassemblements de militants.

Cela n'empêche pas qu'on rencontre des obstacles pour se syndiquer. Mais M.N. note une victoire à l'hôpital dans le Massachussets. Par ailleurs, 48 000 personnes se sont mobilisées pour demander l'ajustement du coût de la vie (aux salaires).

Elle souligne que la grève aux USA est souvent considérée comme illégale. Les syndicats ont souvent renoncé à ce moyen d'action. Conséquence : les employés sont soumis à leurs patrons qui les exploitent.

Mais on a fait grève pour obtenir les congés maladie. Les enseignants, eux, protestent contre des journées trop longues. On a même vu des grèves de médecins.

A un premier stade, des travailleurs se battent pour pouvoir se syndiquer. Dans l'automobile, les employés demandent à changer de direction syndicale ... Mobilisation notable aussi des Teamsters.

M.N. regrette que les syndicats d'entreprise veuillent s'accommoder de leurs patrons pour en tirer des avantages . Cela peut discréditer les syndicats en général. Mais les luttes vont en s'intensifiant. Pour 2020, elle donne le chiffre de 26 millions de travailleurs qui ont manifesté – parmi lesquels plus de 40 % étaient des gens de couleur. L'opposition à la guerre à Gaza a mobilisé aussi.

Au printemps 2024, les occupations d'université ont été réprimées.

Dans l'ensemble, elle voit la solidarité en recul et des syndicats plutôt faibles.

3 – Quels défis ?

Dans le domaine politique, les démocrates connaissent une dérive à droite. Il est symptomatique que des ménages syndiqués ont voté pour Trump, contrairement au conseil que leur donnait leur responsable syndical. C'est dire si la méfiance est grande.

Les syndicats eux-mêmes connaissent une dérive nationaliste, en quelque sorte : le chef d'un syndicat de l'automobile veut que l'on protège les travailleurs des Etats-Unis en taxant les autos construites au Mexique ou au Canada.

Pour remonter la pente, les travailleurs ont besoin d'un syndicalisme de lutte de classes. Il faut se radicaliser : M.N. cite l'exemple des mouvements civiques (de la Guerre de Sécession aux années cinquante) qui ont commencé par l'action d'individus qui ne respectaient pas les règles imposées. La solidarité fait le reste – par exemple, le 1er Mai pourrait être célébré internationalement [*le même jour!*].

Même si le cœur est désespéré, « nous devons rester optimistes du point de vue de la volonté ».

II Quant à M.G., dans son hôpital [*L'hôpital municipal de NYC est éclaté sur plusieurs sites. Selon sa direction : Its diverse workforce of **more than 43,000 employees** is uniquely focused on empowering New Yorkers, without exception, to live the healthiest life possible.*], elle décrit la lutte des agents pour contrôler leur propre syndicat au cours de différentes mobilisations.

Quand un préavis de grève est annulé par le syndicat lui-même, il faut faire face à l'incompréhension des infirmières syndiquées.

Pendant l'épidémie de COVID*, le système de santé n'a pas fonctionné. Cinq ans plus tard, on ne manifeste aucun respect à l'égard des infirmières.

Le service public marche mal : les mal soignés attendent dans les couloirs. Mais il peut sortir amélioré de ces luttes contre la bureaucratie. Il faut contrer la propagande de la direction.

Si un préavis de grève illimitée est déposé, l'accord ne doit être signé qu'à la fin de la grève !!

Un bon ratio infirmières/patients peut être trouvé, avec amende à la clef, s'il n'est pas respecté. Ainsi, on pourra lutter contre la mortalité infantile, supérieure chez les noirs.

Tous les acquis peuvent être remis en question – y compris les salaires que l'employeur voulait baisser en 2023.

On lutte aussi dans l'intérêt des patients.

Elle conclut : « Revolution takes time. »

Lors des questions, MN a dit qu'elle avait une vraie peur de l'accroissement de la répression. Quant au climat, il fait très peu l'objet de débats syndicaux.

* D'après Wikipédia : Les quartiers pauvres sont plus exposés à l'épidémie que les riches. Au 4 avril (2020) les chiffres officiels faisaient état de plus de 1 100 cas de contamination repérés dans le seul quartier d'University Heights (situé dans le Bronx). En revanche, moins de 200 cas étaient recensés dans les centres de villégiature aisés comme Park Slope à Brooklyn, ou SoHo à Manhattan. Beaucoup d'habitants des quartiers pauvres exercent des professions ouvrières et, ne pouvant « télétravailler », sont contraints de continuer à se rendre sur leur lieu de travail. L'absence de couverture santé des plus démunis favorise également la propagation du virus.

Le 8 avril, le Secrétaire aux Relations Extérieures du Mexique Marcelo Ebrard annonce que 108 des morts aux États-Unis sont des citoyens mexicains, et que ce sont les consulats mexicains qui s'occupaient des ressortissants mexicains qui n'étaient pas pris en charge par les services de santé américains. Le 28 avril, il annoncera que ce chiffre est monté à 566. Le 18 mai, à 959.

Donald Trump met en cause la gestion de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), jugeant cette dernière proche de la Chine, et menace de suspendre tout financement américain. Les États-Unis avaient, en février 2020, déjà annoncé réduire de 53 % leur contribution au budget de l'OMS.

Le 11 avril, les États-Unis deviennent le pays au monde le plus endeuillé par la pandémie avec plus de 20 000 morts enregistrés pour plus de 500 000 cas répertoriés. La veille, le pays était le premier au monde à dépasser les 2 000 décès en 24 heures.